



RCS : ANNECY

Code greffe : 7401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ANNECY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 00187

Numéro SIREN : 812 717 320

Nom ou dénomination : EUREX - AUDIT RHONE-ALPES

Ce dépôt a été enregistré le 05/02/2016 sous le numéro de dépôt A2016/001006

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
.....
ANNECY

Dénomination : EUREX - AUDIT RHONE-ALPES
Adresse : 1 rue du Champ de la Vigne 74600 Seynod -FRANCE-

n° de gestion : 2016B00187
n° d'identification : 812 717 320

n° de dépôt : A2016/001006
Date du dépôt : 05/02/2016

Pièce : Liste des souscripteurs du 28/04/2015



625391

EUREX – AUDIT RHONE-ALPES

Société par actions simplifiée au capital de 10.000 euros

Siège social : 1 rue du champ de la vigne

74600 – SEYNOD

LISTE DES SOUSCRIPTEURS ET ETAT DES VERSEMENTS

Capital : 10.000 euros

Nom, prénom et domicile des souscripteurs	Nombre d'actions souscrites	Montant des souscriptions (en €)	Versements effectués (en €)
SOCIETE EUREX AUDIT 12 rue du Quatre Septembre 75002 PARIS	5.100	5.100	5.100
Monsieur Jean-Louis BALAZUC 12 bis rue de Tourvielle 69005 LYON	630	630	630
Monsieur Alain NEOLIER 28 avenue de la Gadagne 69230 SAINT GENIS LAVAL	630	630	630
Monsieur Michel REVIL-SIGNORAT 12 rue du Belvédère 73000 JACOB BELLECOMBETTE	630	630	630
Monsieur Bruno MICHEL 7 rue Feuillat 69003 LYON	524	524	524

Monsieur Emmanuel GRY 6 allée du Noiray 74600 SEYNOD	511	511	511
Monsieur Alexandre BOUTARIN Les Mollettes 73160 VIMINES	511	511	511
Madame Corinne ARMAND 115 impasse de la Source 73000 JACOB BELLECOMBETTE	337	337	337
Monsieur Philippe TRUFFIER 310 impasse du Beule 74970 MARIGNIER	261	261	261
Philippe JULITA 72 route des Argos 74940 ANNECY LE VIEUX	184	184	184
Monsieur Bernard SEIGNE 185 route des Molards 74410 SAINT JORIOZ	191	191	191
Monsieur Damien VERGNOLLE 121 avenue François Mitterrand 69500 BRON	163	163	163
Monsieur Franck LABINTAN 32 bis boulevard des Roses 69800 SAINT PRIEST	163	163	163

Madame Géraldine MADRIGAL 255 chemin du Fort 01300 VIRIGNIN	82	82	82
Madame Monique URBANO 90 allée du Fraisier 74600 QUINTAL	67	67	67
Monsieur Patrick CATHERIN 488 route de Sonnex 74800 SAINT LAURENT	14	14	14
Monsieur Olivier BASSO 23 bis Faubourg des Balmettes 74000 ANNECY	1	1	1
Monsieur Jean-Louis LAMOTTAZ 30 rue du Docteur Rebatel 69003 LYON	1	1	1
Nombre d'actions souscrites en numéraire Montant des souscriptions Montant des versements effectués	10.000	10.000	10.000

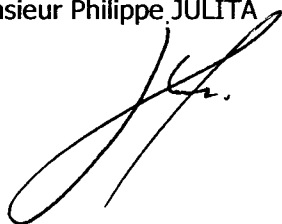
La présente liste constatant la souscription de 10.000 actions de la société, soit la somme totale de 10.000 euros ainsi que le versement intégral du montant nominal desdites actions, soit 10.000 euros, est certifiée exacte et sincère par Monsieur Philippe JULITA, fondateur et Futur Président.

Fait à SEYNOD

L'an deux mille quinze et le vingt-huit avril

Le Président

Monsieur Philippe JULITA



GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

ANNECY



625392

Dénomination : EUREX - AUDIT RHONE-ALPES
Adresse : 1 rue du Champ de la Vigne 74600 Seynod -FRANCE-
n° de gestion : 2016B00187
n° d'identification : 812 717 320
n° de dépôt : A2016/001006
Date du dépôt : 05/02/2016

Pièce : Attestation de dépôt des fonds du 20/05/2015



625392



Certificat de dépôt des fonds

La Banque LAYDERNIER, société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, au capital de EUR.24.788.832.-, dont le Siège Social est à Annecy (Haute Savoie), 10, avenue du Rhône, identifiée sous le numéro unique 325.520.385 RCS Annecy, ayant Agence LAYDERNIER ENTREPRISES à Annecy

, certifie :

- avoir reçu en dépôt la somme de 10 000.00 €, représentant la totalité des versements effectués par les souscripteurs du capital en numéraire de la société en formation EUREX AUDIT RHONE ALPES SAS
- et,
- avoir constaté la concordance entre ces versements et les sommes indiquées comme versées par chaque actionnaire sur la liste des actionnaires qui lui a été présentée.

Ladite somme restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires.

Fait à ANNECY

,le 20 Mai 2015

En quatre originaux

Le Responsable de l'Agence



LAYDERNIER ENTREPRISES
10, Avenue du Rhône
74997 ANNECY Cedex 09
Tél. 04 50 33 43 80
Fax 04 50 33 43 81

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
ANNECY



625390

Dénomination : EUREX - AUDIT RHONE-ALPES
Adresse : 1 rue du Champ de la Vigne 74600 Seynod -FRANCE-

n° de gestion : 2016B00187
n° d'identification : 812 717 320

n° de dépôt : A2016/001006
Date du dépôt : 05/02/2016

Pièce : Statuts constitutifs du 07/07/2015



625390

EUREX – AUDIT RHONE-ALPES

Société par actions simplifiée au capital de 10.000 euros

Siège social : 1 rue du champ de la vigne

74600 – SEYNOD

STATUTS

Enregistre a SERVICE ENREGISTREMENT ANNECY LE VIEUX
Le 10/07/2015 Bordereau n°2015/680 Case n°16 Ext 3434
Enregistrement . Exonéré Pénalités .
Total liquidé : zéro euro
Montant reçu : zéro euro
La Contrôleuse des impôts
Marie BAECHEL
Contrôleuse des Finances publiques

PS

Les soussignés :

EUREX AUDIT

Société par actions simplifiée au capital social de 436.200 €
dont le siège social est à PARIS – 75002 – 12 rue du Quatre Septembre
immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro SIREN 752.312.561
Société d'Expertise comptable inscrit à l'Ordre des Experts-Comptables
Commissaire aux Comptes inscrit près de la Cour d'Appel de PARIS
représentée par Monsieur Philippe TRUFFIER, Président

Monsieur Jean-Louis BALAZUC

Né le 28 mars 1953 à LYON (69)

De nationalité française

Expert comptable inscrit à l'Ordre des Experts-Comptables sous le
n° 09.00003444.01

Commissaire aux Comptes inscrit près de la Cour d'Appel de LYON

Marié sous le régime de la communauté de biens à Madame Elisabeth BIQUET

Demeurant à LYON – 69005 – 12 bis rue de Tourvielle

Monsieur Alain NEOLIER

Né le 9 mars 1956 à OULLINS (69)

De nationalité française

Expert comptable inscrit à l'Ordre des Experts-Comptables sous le
n° 09.00000458.01

Commissaire aux Comptes inscrit près de la Cour d'Appel de LYON

Marié sous le régime de la participation aux acquêts à Madame Andrée SIMOND

Demeurant à SAINT GENIS LAVAL – 69230 – 28 avenue de la Gadagne

Monsieur Michel REVIL-SIGNORAT

Né le 26 avril 1958 à UGINE (73)

De nationalité française

Expert comptable inscrit à l'Ordre des Experts-Comptables sous le
n° 09.00000951.01

Commissaire aux Comptes inscrit près de la Cour d'Appel de CHAMBERY

Marié sous le régime de la séparation de biens à Madame Claudie DUCRET

Demeurant à JACOB-BELLECOMBETTE – 73000 – 12 rue du Belvédère

Monsieur Bruno MICHEL

Né le 26 septembre 1967 à DIJON (21)

De nationalité française

Expert comptable inscrit à l'Ordre des Experts-Comptables sous le
n° 09.00003885.01

Commissaire aux Comptes inscrit près de la Cour d'Appel de LYON

Marié sous le régime de la communauté de biens à Madame Patricia GONZALES

Demeurant à LYON – 69003 – 7 rue Feuillat

PT

JB

AW

BS

BN

GG

AB

CA

RT

PJ

BS

2

DW

FL

GM

MW

PC

JLL

GB

Monsieur Emmanuel GRY
Né le 29 avril 1966 à ANNECY (74)
De nationalité française
Expert comptable inscrit à l'Ordre des Experts-Comptables sous le
n° 09.00004782.01
Marié sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à Madame
Sylvie CLAVEL
Demeurant à SEYNOD – 74600 - 6 allée du Noiray

Monsieur Alexandre BOUTARIN
Né le 21 avril 1972 à SAINTE FOY LES LYON (69)
De nationalité française
Expert comptable inscrit à l'Ordre des Experts-Comptables sous le
n° 09.00005002.01
Commissaire aux Comptes inscrit près de la Cour d'Appel de CHAMBERY
Marié sous le régime de la séparation de biens à Madame Catherine CHABAUD
Demeurant à VIMINES – 73160 – Les Mollettes

Madame Corinne ARMAND
Née le 22 août 1974 à AIX LES BAINS (73)
De nationalité française
Expert comptable inscrit à l'Ordre des Experts-Comptables sous le
n° 09.00005337.01
liée par un pacte civil de solidarité à Monsieur Stéphane CAFFO
Demeurant à JACOB BELLECOMBETTE – 73000 – 115 impasse de la Source

Monsieur Philippe TRUFFIER
Né le 3 octobre 1959 à ARRAS (62)
De nationalité française
Expert comptable inscrit à l'Ordre des Experts-Comptables sous le
n° 07.00114028.01
Commissaire aux Comptes inscrit près de la Cour d'Appel de DOUAI
Marié sous le régime de la séparation de biens à Madame Marie-Christine
BOURGEOIS
Demeurant à MARIGNIER – 74970 – 310 impasse du Beule

Monsieur Philippe JULITA
Né le 6 décembre 1971 à ANNECY (74)
De nationalité française
Expert comptable inscrit à l'Ordre des Experts-Comptables sous le n°
09.0000720601
Commissaire aux Comptes inscrit près de la Cour d'Appel de CHAMBERY
Marié sous le régime de la communauté légale de biens à Madame Nathalie
JINBACHIAN
Demeurant à ANNECY LE VIEUX – 74940 – 72 route des Argos

Monsieur Bernard SEIGNE
Né le 15 juillet 1960 à PONTARLIER (25)
De nationalité française
Marié sous le régime de la communauté de biens à Madame Corinne CHARVIN
Demeurant à SAINT JORIOZ – 74410 – 185 route des Molards

Handwritten notes and signatures at the bottom of the page, including names like JCB, APV, ANP, BSA, EGE, AB, CA, PT, AF, BS, and various initials and numbers.

Monsieur Damien VERGNOLLE
Né le 29 juillet 1982 à LA CHARITE SUR LOIRE (58)
De nationalité française
Expert comptable inscrit à l'Ordre des Experts-Comptables sous le
n° 09.00009115.01
lié par un pacte civil de solidarité à Madame Nadia BAHIA
Demeurant à BRON – 69500 – 121 avenue François Mitterrand

Monsieur Franck LABINTAN
Né le 8 mai 1978 à OUIDAH (BENIN)
De nationalité française
Expert comptable inscrit à l'Ordre des Experts-Comptables sous le
n° 09.00008950.01
Commissaire aux Comptes inscrit près de la Cour d'Appel de LYON
Marié sous le régime de la communauté de biens à Madame Sylvie CHANOVE
Demeurant à SAINT PRIEST – 69800 – 32 bis boulevard des Roses

Madame Géraldine MONARD, épouse MADRIGAL
Née le 22 octobre 1979 à LYON (69)
De nationalité française
Commissaire aux Comptes inscrit près de la Cour d'Appel de LYON
Marié sous le régime de la séparation de biens à Monsieur Nicolas MADRIGAL
Demeurant à VIRIGNIN – 01300 – 255 chemin du Fort

Madame Monique URBANO
Née le 13 mai 1969 à ANNECY (74)
De nationalité française
Demeurant à QUINTAL – 74600 – 90 allée du Fraisier

Monsieur Patrick CATHERIN
Né le 24 avril 1953 à MONTREUIL (93)
De nationalité française
Marié sous le régime de la communauté de biens à Madame Sylvie VIGNON
Demeurant à SAINT LAURENT – 74800 – 488 route de Sonnex

Monsieur Olivier BASSO
Né le 26 novembre 1966 à ANNECY (74)
De nationalité française
Expert comptable inscrit à l'Ordre des Experts-Comptables
Commissaire aux Comptes inscrit près de la Cour d'Appel de CHAMBERY
Marié sous le régime de la séparation de biens à Madame Isabelle SERRADURA
Demeurant à ANNECY – 74000 – 23 bis Faubourg des Balmettes

PTA
CA
AW
JL
AT
PR
AK
BT
OBS
MPS
BS
AN
SV
JLC⁴
ELG
FL
AB
GH

Monsieur Jean-Louis LAMOTTAZ
Né le 19 juillet 1957 à ANNECY (74)
De nationalité française
Expert comptable inscrit à l'Ordre des Experts-Comptables
Commissaire aux Comptes inscrit près de la Cour d'Appel de LYON
Marié sous le régime de la séparation de biens à Madame Bernadette THIERY
Ledit régime non modifié depuis et séparés de corps selon convention du 8
décembre 2009
Demeurant à LYON – 69003 – 30 rue du Docteur Rebatel

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société par actions simplifiée constituée
par le présent acte.

PTJ AB AN (MBS) BBN EG ABR
EA RT PJ BS BV FL GM
PCB O BBN JLC

EUREX – AUDIT RHONE-ALPES

Société par actions simplifiée au capital de 10.000 euros

Siège social : 1 rue du champ de la vigne

74600 – SEYNOD

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par le code de commerce ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet, en France et dans tout autre pays, l'exercice de la profession de Commissaire aux Comptes, dès son inscription sur la liste des commissaires aux comptes

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à celui-ci, dans les conditions prévues par les textes législatifs et réglementaires

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni se trouver sous la dépendance même indirecte d'aucune personne ou d'aucun groupement d'intérêt.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est : **EUREX – AUDIT RHONE-ALPES**

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." ou "S.A.S. de Commissariat aux Comptes", et de l'énonciation du montant du capital social, du lieu et du numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, ainsi que de la mention de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes où la société est inscrite.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including: RT, JAB, AB, PC, PJ, OY, BS, JCL, BSA, FL, AB, G17.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à SEYNOD – 74600 – 1 rue du champ de la vigne

Il peut être transféré en tout endroit par décision de la collectivité des associés ou par décision du Conseil de Direction qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

Le transfert du siège social et l'ouverture de bureaux en dehors de la circonscription de la région Rhône-Alpes sont toutefois subordonnés à l'inscription de la société à la Compagnie des Commissaires aux Comptes des circonscriptions choisies pour le transfert ou l'ouverture de ces bureaux.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à **quatre-vingt-dix-neuf (99) années** à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par la collectivité des associés.

ARTICLE 6 - APPORTS

Les DIX MILLE (10.000) actions d'origine formant le capital social représentent des apports en numéraire.

Une somme totale versée par les associés de DIX MILLE (10.000) euros correspondant à DIX MILLE (10.000) actions de UN (1) euro chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées a été déposée, à la BANQUE LAYDERNIER sise à ANNECY – 74000 – 10 avenue du Rhône, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi le 20 mai 2015 par la banque, sur présentation de la liste des associés mentionnant les sommes versées par chacun d'eux.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de DIX MILLE (10.000) euros.

Il est divisé en DIX MILLE (10.000) actions de UN (1) euro chacune, de même catégorie, libérées en totalité de leur valeur nominale.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés, de modification dans la composition des organes de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance, la société est tenue de demander à la commission régionale d'inscription dont elle relève la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

ARTICLE 8 – AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier.

PTA JAB AN P/BG GAN RG ABC
CA PTA PJ BS DV FL GM
PAC PC PS OUB JLC

ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations sur le capital doit respecter les règles de détention des actions au profit des commissaires aux comptes ou des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

I - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévus par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

La collectivité des associés est seule compétente pour décider, sur le rapport du Conseil de Direction, une augmentation de capital immédiate ou à terme.

Lorsque la collectivité des associés décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au Comité de Direction le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel. La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si la collectivité des associés, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux associés qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II - La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés. Les associés peuvent déléguer au Comité de Direction tous pouvoirs pour la réaliser.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la société ne se

PTA
CR
MW
JTB
IPT
PCPE
AIX
AD
OR
OM
BEN
DV
JLC
EG
FL
AB
GM

transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

III - La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la société, les actions de numéraire sont libérées, au moment de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, au moment de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil de Direction, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 11 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including: P, JCB, AM, (MPS), BN, GAG, AB, 2A, PTV, PJ, BS, DV, FL, GM, MN, PCE, OB, UB, JLL.

1. Toute cession d'actions, même entre associés, doit respecter les droits de préemption prévus au présent article.

2. L'associé cédant doit notifier son projet de cession à la société par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire (ou ses dénomination, forme juridique et siège social), sa qualité de Commissaire aux comptes inscrit, le nombre des actions à céder, le prix et les autres conditions de la cession projetée.

A défaut d'accord entre les associés bénéficiaires, le droit de préemption de chacun est proportionnel à sa participation dans le capital, compte non tenu des actions offertes.

3. Le projet de cession est porté à la connaissance de tous les associés, à la diligence de la société dans le délai maximum de 10 jours à compter de la notification qui précède. Cette information porte sur l'ensemble des éléments de la notification, et doit rappeler les dispositions du présent article.

4. Tout associé désirant exercer son droit de préemption doit le notifier à la société, dans le délai maximum de 30 jours à compter de la notification prévue au 2 qui précède.

Il précise en outre le nombre d'actions qu'il serait susceptible d'acquérir, au cas où tous les associés n'exerceraient pas leurs droits.

Faute par un associé de notifier son intention dans le délai précité, il sera réputé avoir définitivement renoncé à ce droit pour la cession en cause.

5. Le Conseil de Direction se réunit dans le délai maximum de 40 jours à compter de la notification prévue au 2 qui précède, afin de constater les levées d'option émanant des actionnaires.

Dans le cas où tous les associés n'ont pas exercé leurs droits, ceux-ci sont répartis entre les autres, dans la limite de la demande de chacun, au prorata de leur participation dans le capital social, avec répartition éventuelle des rompus au plus fort reste.

Le Conseil de Direction établit la liste des associés avec le nombre d'actions préemptées par chacun d'eux, et la transmet sans délai à tous les actionnaires, y compris le cédant.

L'inscription des actions préemptées au compte des associés préempteurs est effectuée par la société, dès réception de l'ordre de mouvement signé par le cédant.

cedant.

PT JCB AX BPS BN FL AB R
CA PT AJ BS DT
M PCR OBS JLC

10

6. Dans le cas où les droits de préemption ne seraient pas exercés pour la totalité des actions offertes, le Conseil de Direction en avisera sans délai l'associé cédant. Si le cessionnaire pressenti est un associé, la cession projetée peut être réalisée, mais seulement aux mêmes prix et conditions que ceux contenus dans la notification visée au 2 ci-dessus.

Quelque soit la qualité du cessionnaire pressenti, tiers ou associé, la cession sera soumise à l'agrément de la société dans les conditions ci-après, et la notification visée au 2 ci-dessus tiendra lieu de la notification prévue à l'article 207 du décret n° 67.236 du 23 mars 1967.

7. Dans le délai de 3 mois à compter de cette notification, le Conseil de Direction est tenu de notifier au cédant s'il accepte ou refuse la cession projetée. A défaut de notification dans ledit délai, l'agrément est réputé acquis.

La décision d'acceptation doit être prise à la majorité des deux tiers des membres du Conseil de Direction présents ou représentés, le cédant, s'il est membre du Conseil de Direction, ne pouvant prendre part au vote.

La décision n'est pas motivée, et en cas de refus, elle ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

Dans les dix jours de la décision, le cédant doit en être informé par lettre recommandée. En cas de refus, le cédant aura huit jours pour faire connaître dans la même forme s'il renonce ou non à son projet de cession.

8. Dans le cas où le cédant ne renoncerait pas à son projet, le Conseil de Direction est tenu de faire acquérir les actions soit par des associés ou par des tiers, soit avec le consentement du cédant, par la société, en vue d'une réduction du capital, et ce dans le délai de 3 mois à compter de la notification du refus.

A cet effet, le Conseil de Direction avisera les associés, par lettre recommandée, de la cession projetée en invitant chaque associé à lui indiquer le nombre d'actions qu'il veut acquérir.

Les offres d'achat doivent être adressées par les associés au Conseil de Direction, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans les quinze jours de la notification qu'ils ont reçue.

La répartition entre les associés acheteurs des actions offertes est effectuée par le Conseil de Direction, proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes.

9. Si aucune demande d'achat n'a été adressée au Conseil de Direction dans le délai ci-dessus, ou si les demandes ne portent pas sur la totalité des actions offertes, le Conseil de Direction peut faire acheter les actions disponibles par un (ou des) tiers.

10. Les actions peuvent être également achetées par la société si le cédant est d'accord. A cet effet, le Conseil de Direction doit d'abord demander cet accord par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. L'associé cédant doit faire connaître sa réponse dans les huit jours suivant la réception de la demande.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including: CA, MW, JCB, PT, PCRE, OB, AB, BS, JCL, DV, FL, EG, AB, and others.

En cas d'accord, le Conseil de Direction convoque une assemblée générale extraordinaire des associés, à l'effet de décider, s'il y a lieu, du rachat des actions par la société et de la réduction corrélative du capital social. Cette convocation doit être effectuée suffisamment tôt pour que soit respecté le délai de 3 mois indiqué ci-après.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visés ci-dessus, le prix des actions est fixé ainsi qu'il est dit au 11 ci-après.

11. Dans le cas où les actions offertes sont acquises par des associés ou par des tiers, le Conseil de Direction notifie à l'associé cédant les nom, prénoms, domicile du ou des acquéreurs.

Le prix de cession des actions est fixé d'accord entre eux et le cédant. Faute d'accord sur le prix, celui-ci est déterminé par un expert, conformément aux dispositions de l'article 1843.4 du Code Civil.

Les frais d'expertise et la rémunération de l'expert sont supportés par moitié par le vendeur et par moitié par les acquéreurs.

12. Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai de 3 mois, à compter de la notification du refus d'autorisation de cession, l'associé vendeur peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif, pour la totalité des actions cédées, nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient été faites dans les conditions visées ci-dessus.

Ce délai de 3 mois peut être prolongé par ordonnance, non susceptible de recours, du Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance de référé, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

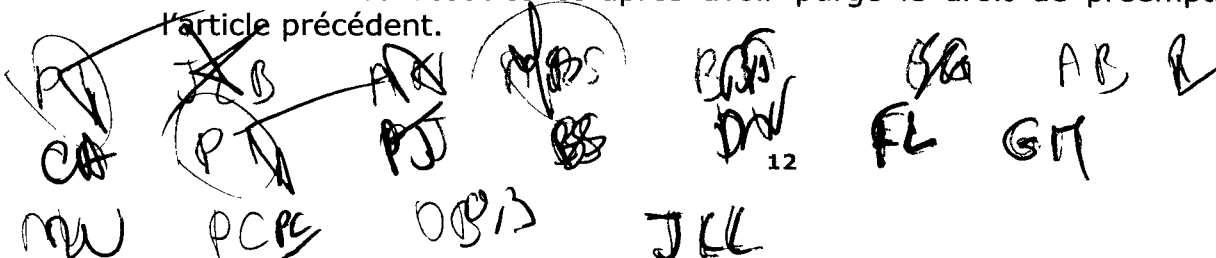
13. Avis est donné au titulaire des actions, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans les huit jours de la détermination du prix, d'avoir à se présenter au siège social, pour toucher ce prix, lequel n'est pas productif d'intérêts, ainsi que pour signer l'ordre de mouvement, à moins qu'il ne préfère renoncer à la cession.

Faute par le cédant de se présenter dans ce délai, ou de notifier dans le même délai, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, son intention de renoncer à la cession, celle-ci pourra être régularisée d'office par la société.

Les opérations ci-dessus impliquant une information ou une décision donnée par lettre recommandée, peuvent être également effectuées par courriel électronique ; dans ce cas le destinataire doit lui adresser par courriel un avis de réception.

ARTICLE 13 – TRANSMISSION DES ACTIONS

La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers ou au profit d'un associé est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés et après avoir purgé le droit de préemption prévu à l'article précédent.



En cas d'accord entre le cédant et le Conseil de Direction, un procès-verbal signé par tous les membres du Conseil de Direction, le cédant et l'acquéreur, se substituera aux procédures d'agrément et de préemption prévues aux articles 12 et 13.

§ 1. Le droit d'agrément prévu aux numéros 6 à 13 de l'article précédent s'applique à toute cession et à toute mutation entre vifs, à titre onéreux ou gratuit, et y compris aux cessions par adjudication publique en vertu d'une décision judiciaire. Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission et en cas de décès d'un associé.

§ 2. La clause d'agrément, objet du présent article, s'applique également à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices.

Elle s'applique aussi en cas de cession de droit de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire.

Dans l'un et l'autre cas, le droit d'agrément et les conditions de rachat stipulés au présent article s'exercent sur les actions souscrites, et le délai imparti au Comité de Direction, pour notifier au tiers souscripteur s'il accepte ou non de maintenir celui-ci comme associé, est de trois mois à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

En cas de rachat, le prix à payer est égal à la valeur des actions nouvelles déterminée conformément aux dispositions de la charte des associés du Groupe Eurex et en cas de désaccord conformément aux dispositions de l'article 1843.4. du Code Civil.

§ 3. En cas d'attribution d'actions de la présente société, à la suite du partage d'une société tierce possédant ces actions en portefeuille, les attributions faites à des personnes n'ayant pas déjà la qualité d'associés seront soumises à l'agrément institué par le présent article.

Le projet d'attribution à des personnes autres que des associés devra, en conséquence, faire l'objet d'une demande d'agrément par le liquidateur de la société, dans les conditions fixées au 2 ci-dessus.

A défaut de notification au liquidateur de la décision du Conseil de Direction dans les trois mois qui suivront la demande d'agrément, cet agrément se trouvera acquis.

En cas de refus d'agrément des attributaires ou de certains d'entre eux, le liquidateur pourra, dans un délai de trente jours à dater de la notification du refus d'agrément, modifier les attributions faites, de façon à ne faire présenter que des attributaires agréés.

Dans le cas où aucun attributaire ne serait agréé, comme dans le cas où le liquidateur n'aurait pas modifié son projet de partage dans le délai ci-dessus visé, les actions attribuées aux actionnaires non agréés devront être achetées ou

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including names like JAB, ANH, ALR, K6, ABS, PCRE, OB0B, JUL, FL, GM, and others, along with a circled '13'.

rachetées à la société en liquidation dans les conditions fixées sous les 8 à 10 de l'article précédent.

A défaut d'achat ou de rachat de la totalité des actions, objet du refus d'agrément, dans le délai stipulé au paragraphe 3 de l'article 11 ci-dessus, le partage pourra être réalisé conformément au projet présenté.

ARTICLE 14 - MODIFICATIONS DANS LE CONTROLE D'UN ASSOCIE

Tous les associés personnes morales doivent notifier à la société toutes informations sur le montant de leur capital social, sa répartition ainsi que l'identité de leurs associés. Lorsqu'un ou plusieurs de ces associés sont eux-mêmes des personnes morales, la notification doit contenir la répartition du capital de ces personnes morales et l'indication de la ou des personnes ayant le contrôle ultime de la société associée.

En cas de modification de la composition et de la répartition du capital d'une société associée ou si elle a pour associées des personnes morales dans la composition et la répartition du capital de ces personnes morales, celle-ci doit en informer la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Conseil de Direction dans un délai de quinze jours de sa prise d'effet à l'égard des tiers ou par remise au Président de la société d'un document contre reçu de sa part.

Dans le mois suivant la notification de la modification, le Conseil de Direction peut consulter la collectivité des associés sur la suspension des droits non pécuniaires de la société dont le contrôle a été modifié et sur son exclusion éventuelle, dont la procédure et les effets sont décrits dans l'article suivant.

Si la société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, si l'exclusion n'est pas prononcée ou si la décision d'exclusion est annulée pour cause de non-régularisation de la cession des actions de l'associé concerné, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

ARTICLE 15 - EXCLUSION D'UN ASSOCIE

L'exclusion d'un associé peut être prononcée par l'assemblée générale statuant dans les conditions de majorité précisées à l'article 26 dans les cas suivants :

- radiation temporaire ou définitive de la liste des Commissaires aux comptes,
- dissolution, redressement ou liquidation judiciaires ;
- changement dans la répartition du capital d'une société associée conformément aux dispositions de l'article 14 ci-dessus ;
- exercice d'une activité concurrente à celle de la société, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société filiale ou apparentée ;
- violation d'une disposition statutaire ;

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including: RT, CA, NW, B, PCRE, OBI, JLL, 14, FL, G17, AB, and others.

- condamnation pénale prononcée à son encontre ;
- violation des dispositions de la Charte des associés s'il en a été signataire ou si n'étant pas signataire il a pris connaissance et accepté ses dispositions ;
- faute professionnelle ayant fait l'objet d'une condamnation civile ;

Les associés sont appelés à se prononcer à l'initiative du Conseil de Direction de la société.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu et la date de réunion des associés devant statuer sur l'exclusion lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, et ce afin qu'il puisse présenter au cours d'une réunion préalable des associés ses observations, et faire valoir ses arguments en défense, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

La décision d'exclusion est prise en délibéré ou dans l'immédiat hors la présence de l'associé concerné ; elle prend effet à compter de son prononcé et est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

En outre, cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs des actions ; celle-ci sera faite en respectant les règles de répartition prévues à l'article 12 des présents statuts. Il est expressément convenu que la cession sera valable sans qu'il y ait lieu d'appliquer toutes procédures statutaires prévues en cas de cession (agrément, préemption ...).

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 90 jours de la décision d'exclusion.

Le prix de cession des actions de l'exclu sera déterminé d'un commun accord, conformément aux règles de la charte des associés, ou, à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Si la cession des actions de l'associé exclu ou le paiement du prix ne sont pas réalisés dans le délai prévu, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet. Toutefois, la Société aura la possibilité de racheter ces actions.

A compter de la décision d'exclusion, les droits non pécuniaires de l'associé exclu seront suspendus.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

ARTICLE 16 – CESSATION D'ACTIVITE D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit sur la liste des Commissaires aux comptes interrompt toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision. Il peut toutefois cesser son activité de salarié

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including names like JUB, AN, BT, FL, G7, and others, along with the number 15.

d'une société du Groupe sans radiation de la liste des Commissaires aux comptes. Un protocole signé par le Conseil de Direction précise sa situation.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé, sa radiation ou son omission de la liste des commissaires aux comptes a pour effet d'abaisser, au-dessous des quotités légales, le pourcentage des droits de vote détenus par des commissaires aux comptes ou des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes, il dispose d'un délai de six mois à compter du jour où il cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes, pour céder tout ou partie de ses actions permettant à la société de respecter ces quotités.

ARTICLE 17 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1. Chaque action donne droit dans les bénéfices et dans l'actif social de la société, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2. La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux résolutions régulièrement prises par l'Assemblée Générale. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. Les héritiers, ayants-droits ou créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et papiers de la société, en demander le partage, ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

3. Les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions.

ARTICLE 18 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. En conséquence, les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par l'un d'entre eux ou par un mandataire de leur choix qui a accès aux Assemblées Générales.

ARTICLE 19 - DIRECTION DE LA SOCIETE

I - CONSEIL DE DIRECTION

a - Désignation

La société est dirigée et administrée par un Président assisté d'un Conseil de Direction composé, outre le Président, de cinq membres au plus, personnes physiques ou morales représentées par des personnes physiques. Deux d'entre eux sont membres de droit : les sociétés Eurex Associés et Eurex-CFE. Un des représentants de ces holdings est également titulaire du droit de déférer réservé à Eurex-Alpha en ce qui concerne la faculté de Eurex alpha, par son représentant de suspendre toute décision du conseil pour la déférer à l'assemblée générale. Les autres membres sont élus.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including: CA, MU, JCB, PCP, OBO, JLL, DV, 16, FL, AB, GN.

La composition du conseil de direction doit respecter les règles de quota minimum de commissaires aux comptes fixé par les textes légaux et réglementaires.

Au cours de la vie sociale, les membres autres que les membres de droit sont nommés ou renouvelés par une décision collective des associés prise à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Les membres personnes physiques du Conseil de Direction peuvent bénéficier d'un contrat de travail au sein de la société. Ce contrat de travail doit correspondre à un emploi effectif.

Les membres personnes physiques du Conseil de Direction seront considérés comme démissionnaires à la date où ils auront atteint l'âge de 70 ans révolus.

Les membres personnes morales du Conseil de Direction et les personnes physiques qui les représentent peuvent également fournir des prestations dans le respect des dispositions du Code de Commerce.

b - Durée des fonctions

La durée des fonctions des membres du Conseil de Direction est fixée à **TROIS (3) années** prenant fin à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expirent leurs mandats.

Les membres du Conseil de Direction sont rééligibles.

Les membres du Conseil de Direction peuvent être révoqués à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif et sans droit à indemnisation. La décision de révocation est prise à la majorité des voix dont disposent les actionnaires. S'ils bénéficient d'un contrat de travail, cette révocation ne met pas automatiquement fin à ce contrat.

c - Rémunération

Les membres du Conseil de Direction peuvent recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination.

Cette rémunération est éventuellement soumise à la procédure de contrôle des conventions réglementées prévue par les présents statuts.

II - PRESIDENT

La société est représentée à l'égard des tiers par un président qui est une personne physique inscrite sur la liste des commissaires aux comptes ou régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au président de la société par actions simplifiée. Celui-ci préside les délibérations du Conseil de Direction.

(Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including names like P, J, A, B, S, M, FL, GA, and others, some with circled initials.)

Au cours de la vie sociale le président est renouvelé, remplacé et nommé par une décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

La durée du mandat du président est fixée à **TROIS (3) années** prenant fin à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Le mandat du président est renouvelable sans limitation.

Les fonctions de président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires ou encore par sa suspension.

Le président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du président démissionnaire.

La démission du président n'est recevable que si elle est notifiée au Conseil de Direction par lettre recommandée avec accusé de réception.

Une personne physique ne pourra être élue en qualité de Président s'elle a atteint 67 ans à la date de l'élection.

Le président est révocable à tout moment par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions des assemblées extraordinaires après délibération du Conseil de direction statuant dans les conditions ordinaires.

La décision de révocation du président peut ne pas être motivée.

En outre, le président est révocable par le Tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Rémunération

Le président peut recevoir une rémunération dont les modalités seront fixées par la décision qui le nomme ou par une décision ultérieure.

Le président, personne physique, peut être également lié à la société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Pouvoirs du Président

Dans les rapports avec les tiers, le président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans les limites de son objet social.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including PT, CA, MW, JLB, PTV, PCP, AB, BS, ORB, JLL, BS, DV, 18, FL, GM, AD, R.

La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes. Cette délégation a nécessairement une durée maximum limitée à 6 mois. Elle peut être renouvelée avec l'accord du Conseil de Direction.

III - Délibérations du Conseil de Direction

Les membres du Conseil de Direction sont convoqués aux réunions par le Président. La convocation est effectuée par tous moyens, même verbalement, au moins 5 jours à l'avance, sauf en cas d'urgence ou si tous les membres renoncent à ce délai.

Les réunions se tiennent au siège social ou en tout lieu mentionné dans la convocation. Toutefois, les membres du Conseil de Direction peuvent participer à la réunion par tout moyen de communication approprié sans que leur présence physique ne soit obligatoire, sauf en ce qui concerne le Conseil qui arrête les comptes annuels.

Les réunions sont présidées par le président ou en son absence, par une personne déléguée à cet effet désignée par le Conseil de Direction sur sa demande.

Le Conseil de Direction ne délibère valablement que si plus de la moitié de ses membres sont présents ou représentés et **si au moins trois membres participent** effectivement à la réunion.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Tout membre du Conseil de Direction peut donner une procuration à un autre membre aux fins de le représenter, chaque membre du Conseil de Direction ne pouvant détenir qu'une procuration.

En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Le représentant d'Eurex Alpha dispose de la faculté de suspendre toute décision du Conseil de Direction et de la déférer à une assemblée générale convoquée à cet effet. Cette faculté, si elle n'est pas exercée en séance, expire 8 jours après réception du projet de procès-verbal de la réunion.

Les décisions du Conseil de Direction sont constatées dans des procès-verbaux signés par le président et au moins un autre membre. Les procès-verbaux sont consignés dans un registre coté et paraphé et conservés au siège social. Ils sont communiqués aux présidents d'Eurex-CFE, d'Eurex Associés et d'Eurex Alpha.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page:

Row 1: P, JDB, AHA, H/BS, [initials], SLS, AC, R

Row 2: A, PT, PJ, BS, DV, FL, GA

Row 3: MW, PCR, OGB, JLC

19

IV -Pouvoirs du Président et du Conseil de Direction

Le Conseil de Direction dirige, gère et administre la société avec le Président, mais seul le Président représente la société à l'égard des tiers.

Le Conseil de Direction dispose des pouvoirs suivants pour décider à la majorité simple :

- de tous investissements ;
- de tous emprunts sous quelque forme que ce soit ;
- des cautions, avals ou garanties, hypothèques ou nantissements à donner par la société ;
- des crédits consentis par la société hors du cours normal des affaires ;
- de la prise ou mise en location de tous biens immobiliers ;
- de toute embauche de cadres et de toutes conventions de collaboration avec un tiers ;
- du transfert du siège social en France métropolitaine.

Toutefois il ne pourra prendre les décisions suivantes qu'à la majorité des 3/4 de ses membres présents ou représentés :

- acquisition ou de cession d'actifs immobiliers assortie ou non de contrat de crédit-bail ;
- acquisition, de cession ou d'apport de droits de présentation de clientèle ;
- conclusion tous contrats de crédit-bail immobilier ;
- création ou cession de filiales ;
- modification de la participation de la société dans ses filiales ;
- acquisition ou cession de titres de participation ;
- autorisation à donner à une filiale de procéder aux opérations décrites ci-dessus ;
- agrément des cessions d'actions.

ARTICLE 20 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le commissaire aux comptes présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé, l'associé intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions

PT JCB AR YPS 20 FG AB R
CA PT PS BS FL GR
NDU FCB 0013 JCL

normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au président et aux autres dirigeants de la société.

ARTICLE 21 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Leur mission est fixée par les textes légaux et réglementaires.

Ils peuvent participer à toute réunion du Comité de Direction.

ARTICLE 22 - DECISIONS COLLECTIVES

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes aux conditions de majorité prévues à l'article 26 :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des commissaires aux comptes,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la société,
- inaliénabilité des actions,
- suspension des droits de vote et exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions,
- augmentation des engagements des associés,
- nomination, révocation des membres du Conseil de Direction et du Président,
- fixation de la rémunération des membres du Conseil de Direction et du Président,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social, en France métropolitaine.
- délibérations sur déference du délégué d'Eurex-Alpha.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Conseil de Direction.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including names like JAO, AJA, MRS, BBT, ELG, ABR, CA, W, RE, JAR, JLL, and others.

ARTICLE 23 - FORME DES DECISIONS

Les décisions collectives sont prises, au choix du Conseil de Direction en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, à l'exclusion d'un associé.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par un autre associé, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

ARTICLE 24 - CONSULTATION ECRITE

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, par lettre recommandée ou par un moyen électronique contre accusé de réception, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de 10 jours à compter de la réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à l'auteur de la consultation par lettre recommandée ou par un moyen électronique contre accusé de réception.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

ARTICLE 25 - ASSEMBLEE GENERALE

Les assemblées générales sont convoquées, soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant cinq pour cent au moins du capital ou à la demande du comité d'entreprise en cas d'urgence, soit par le commissaire aux comptes.

Pendant la période de liquidation, l'assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite 15 jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'assemblée générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including: (PT), CA, NW, JRB, (PT), PCF, PS, DB, JLL, (MOS), BSH, DV, FL, GR, AB, and others.

Un ou plusieurs associés représentant au moins 5 % du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social 10 jours au moins avant la date de la réunion. Le Président du Conseil de Direction accuse réception de ces demandes dans les 5 jours de leur réception.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour sauf décision unanime des associés. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie ou courrier électronique.

Une feuille de présence est émarginée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un délégué désigné par le Conseil de Direction ; à défaut par un doyen d'âge.

L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

ARTICLE 26 - REGLES DE MAJORITE

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Les décisions de l'assemblée sont prises à la majorité simple des actions présentes ou représentées.

Toutefois :

- ♦ les décisions collectives entraînant la modification des statuts sont prises à la majorité des $\frac{3}{4}$ des actions présentes ou représentées à l'exception des décisions qui portent sur l'augmentation du capital par incorporation de réserves... conformément aux dispositions de l'article 9 n°10.
- ♦ les décisions entraînant la révocation du Président sont prises à la double majorité des $\frac{3}{4}$ de tous les associés et des actions composant le capital social.

Doivent être prises à l'unanimité des associés disposant du droit de vote les décisions collectives suivantes :

- celles prévues par les dispositions légales,
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés,

PTN JLB AAJ ~~AB~~ ~~ST~~ EG AB L
2A PF PJ BS DY 23 FL GN
PUB PCRE AB JLC

ARTICLE 27 - PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

La feuille de présence doit indiquer le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations. Les procès-verbaux doivent indiquer les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet et communiqués par voie électronique à tous les associés.

ARTICLE 28 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le Comité de Direction doivent être communiqués par tous moyens aux frais de la société aux associés 10 jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

ARTICLE 29 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier octobre et finit le trente septembre.

Le premier exercice sera clos le 30 septembre 2016.

ARTICLE 30 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including: CA, RW, JAS, AD, (JAS), BS, 24, AL, AB, R, GM, PCP, DB, DL.

A la clôture de chaque exercice, le Président, assisté du Conseil de Direction dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il présente également un bilan structuré établi dans les conditions et pratique définies par Eurex-CFE en la matière, pour permettre l'établissement d'un bilan consolidé ainsi qu'un bilan cumulé de l'exercice des Sociétés du Groupe.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, il établit un rapport spécial qui informe chaque année la collectivité des associés des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des commissaires aux comptes de la société dans les conditions légales et réglementaires.

Dans les 6 mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des commissaires aux comptes et, le cas échéant, sur les comptes consolidés, au vu du rapport de gestion du groupe et des rapports des commissaires aux comptes.

ARTICLE 31 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

PTA
CA
MU
DUB
PA
PCE
AN
PJ
OB
MPS
BS
JLL
25
FL
GRY

(AT) OB AA (HSS) DN EG AB B
 CA (P) (S) DN²⁶ FL GN
 nu PCA OJB 7 LC

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par la collectivité des associés, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la décision ; l'augmentation de capital de la société est réalisée du seul fait de cette demande et ne donne pas lieu aux formalités prévues aux articles L. 225-142, L. 225-144 et L. 225-146 du Code de commerce.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

ARTICLE 34 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, sur le rapport du commissaire aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord
associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas ex

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 35 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la société à l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 36 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation soit entre la société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de sorte que le collège arbitral soit constitué en nombre impair. A défaut d'accord, le Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre, procèdera à cette désignation par voie d'ordonnance.

PF
CA
NU
JLB
RT
PCP
AB
PT
DBOB
JLL
28
FLC
AB
GN

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Un nouvel arbitre sera désigné par ordonnance, non susceptible de recours du Président du Tribunal de commerce, saisi comme il est dit ci-dessus.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en premier ressort, les parties convenant expressément de ne pas renoncer à la voie d'appel.

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour le règlement de toutes autres difficultés.

ARTICLE 37 – NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT

Monsieur Philippe JULITA demeurant à ANNECY LE VIEUX – 74940 – 72 route des Argos est nommé président de la société pour une durée de TROIS (3) années.

Monsieur Philippe JULITA accepte lesdites fonctions et déclare qu'il satisfait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice de ce mandat social.

La rémunération du président sera fixée par une délibération ultérieure de la collectivité des associés.

ARTICLE 38 – NOMINATION DES PREMIERS MEMBRES DU CONSEIL DE DIRECTION

Sont nommés membres du Conseil de Direction pour une durée de TROIS (3) années :

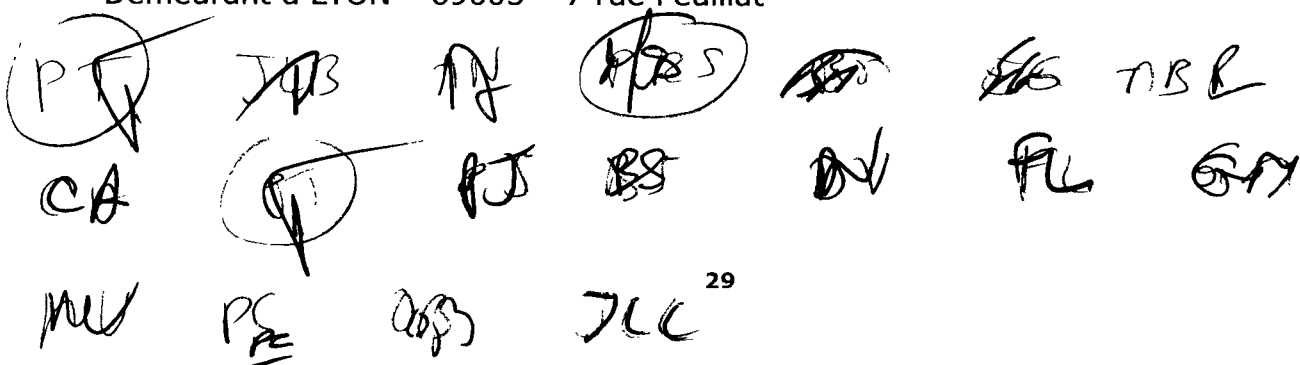
Monsieur Philippe JULITA demeurant à ANNECY LE VIEUX – 74940 – 72 route des Argos

Monsieur Jean-Louis BALAZUC
Demeurant à LYON – 69005 – 12 bis rue de Tourvielle

Monsieur Alain NEOLIER
Demeurant à SAINT GENIS LAVAL – 69230 – 28 avenue de la Gadagne

Monsieur Michel REVIL-SIGNORAT
Demeurant à JACOB-BELLECOMBETTE – 73000 – 12 rue du Belvédère

Monsieur Bruno MICHEL
Demeurant à LYON – 69003 – 7 rue Feuillat

A collection of handwritten signatures and initials arranged in three rows. The first row contains seven signatures, including one circled. The second row contains seven signatures, including one circled. The third row contains four signatures, including one circled. The signatures are written in black ink on a white background.

Monsieur Emmanuel GRY
Demeurant à SEYNOD – 74600 - 6 allée du Noiray

Monsieur Alexandre BOUTARIN
Demeurant à VIMINES – 73160 – Les Mollettes

Madame Corinne ARMAND
Demeurant à JACOB BELLECOMBETTE – 73000 – 115 impasse de la Source

Monsieur Philippe TRUFFIER
Demeurant à MARIGNIER – 74970 – 310 impasse du Beule

ARTICLE 39 – NOMINATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sont désignés comme premiers Commissaires aux Comptes de la société, pour une durée de six (6) exercices qui expirera lors de la décision d'approbation des comptes de l'exercice concerné :

en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire :

La Société GALET-OLDRA
sis à ANNECY LE VIEUX (74940) – PAE des Glaisins – 12 A rue du Pré Faucon
Commissaire aux Comptes inscrit auprès de la Cour d'Appel de CHAMBERY

en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant :

Monsieur François OLDRA
Domicilié à ANNECY LE VIEUX (74940) – PAE des Glaisins – 12 A rue du Pré Faucon
Commissaire aux Comptes inscrit auprès de la Cour d'Appel de CHAMBERY

ARTICLE 40 – JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE ET ENGAGEMENTS DE LA PERIODE DE FORMATION

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription à la Compagnie des Commissaire aux Comptes. Elle jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Les associés donnent mandat à Monsieur Philippe JULITA, Président, de prendre pour le compte de la société les engagements suivants :

- Ouverture d'un compte bancaire au nom de société en formation auprès de la Banque Laydernier.

PTJ
CA
NW
JUB
PT
PC
DJB
PS
DJB
30
JLL
JLL
AB
GN

Ces engagements seront repris par la société du fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 41 – PUBLICITE ET POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Philippe JULITA pour effectuer les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements et notamment pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

ARTICLE 42 – FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présents statuts et de leurs suites seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Fait à SEYNOD, le 7/7/2015.

En cinq exemplaires originaux.

Signatures

~~Philippe Julita~~
P. Truffier

J. Balazuc

J.B. L. J. X

"Bon pour acceptation de fonctions de Président"
P. Julita

"Bon pour acceptation de fonctions de membre du Conseil de Direction"
P. Julita

J. Nothier

"Bon pour acceptation de fonctions de membre du Conseil de Direction"
J. Balazuc

J. Nothier

E. L. X

J.B. L. J. X

A. Boyer

C. Armand

A. G. Madrigal

"Bon pour acceptation de fonctions de membre du Conseil de Direction"
J. Nothier

P. Truffier

P. Julita

"Bon pour acceptation de fonctions de membre du Conseil de Direction"
J. Nothier

P. Truffier

D. V. X

31
Bon pour acceptation de fonctions de membre du Conseil de Direction"
J. Nothier

F. Labintan

Rami

G. Hadjil

M. Hadjil

Bon pour acceptation de
fonction de membre du Conseil
de direction

G. Hadjil

M. Hadjil

P. Cathelin

P. Cathelin

Bon pour acceptation des fonctions de
membre du Conseil de Direction

A. Boyer

A. Boyer

O. Basso

O. Basso

JL. Lantier

JL. Lantier

Bon pour acceptation de fonction de
membre du Conseil de Direction

P. Arnaud

P. Arnaud

Bon pour acceptation des fonctions de
membre du Conseil de Direction

P. Arnaud

P. Arnaud